



Commune de
Haute-Ajoie

Chevenez • Damvant • Réclère • Roche-d'Or • Rocourt

REGLEMENT SUR LA GESTION DES EAUX DE SURFACES (RGES) DE LA COMMUNE MIXTE DE HAUTE-AJOIE

Examen préalable par RCJU le 16.03.2023

Approuvé par le Conseil communal le 20.03.2023

Approuvé par l'Assemblée communale le 29.06.2023

L'Assemblée communale de Haute-Ajoie

vu la loi fédérale du 24 janvier 1991 sur la protection des eaux (LEaux/RS 814.20),

vu l'ordonnance fédérale du 28 octobre 1998 sur la protection des eaux (OEaux/RS 814.201),

vu la loi fédérale du 21 juin 1991 sur l'aménagement des cours d'eau (LACE/RS 721.11),

vu l'ordonnance fédérale du 2 novembre 1994 sur l'aménagement des cours d'eau (OACE/RS 721.100.1),

vu l'ordonnance fédérale du 23 octobre 2013 sur les paiements directs versés dans l'agriculture (OPD/RS 910.13),

vu l'ordonnance fédérale du 18 mai 2005 sur la réduction des risques liés à l'utilisation de substances, de préparations et d'objets particulièrement dangereux (ORRChim/RS 814.81),

vu la loi du 9 novembre 1978 sur les communes (RSJU 190.11),

vu le décret du 6 décembre 1978 sur les communes (RSJU 190.111),

vu la loi du 25 juin 1987 sur les constructions et l'aménagement du territoire (LCAT/RSJU 701.1),

vu la loi du 28 octobre 2015 sur la gestion des eaux (LGEaux/RSJU 814.20),

vu la loi du 16 juin 2010 sur la protection de la nature et du paysage (LPNP/RSJU 451),

vu la loi du 20 mai 1998 sur les forêts (LFOR/RSJU 921.11),

vu l'ordonnance du 29 novembre 2016 sur la gestion des eaux (OGEaux/RSJU 814.21),

édicte, sous réserve d'approbation par le Délégué aux affaires communales, le présent **règlement**.

Table des matières

I.	GENERALITES.....	3
II.	ENTRETIEN DES EAUX DE SURFACE.....	4
III.	AMENAGEMENT DES EAUX DE SURFACE	6
IV.	FINANCEMENT.....	6
V.	DISPOSITIONS PENALE ET FINALES	7

Terminologie

Les termes utilisés dans le présent règlement pour désigner les personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Liste des abréviations

ENV	Office de l'environnement
OFEV	Office fédéral de l'environnement
LGEaux	Loi sur la gestion des eaux (RSJU 814.20)

CHAPITRE PREMIER : GÉNÉRALITÉS

But	Article premier Le Règlement sur la gestion des eaux de surface de la commune mixte de Haute-Ajoie fixe le régime applicable à la gestion des eaux de surface au niveau communal et son financement.
Définition	Art. 2 ¹ Par eaux de surface, le règlement entend les cours d'eau et plans d'eau, permanents ou temporaires, à l'exception des ruissellements d'eau. ² Par gestion des eaux de surface, le règlement entend la démarche visant à définir et à réaliser les actions sur ces eaux dans le respect des équilibres et de la dynamique des écosystèmes aquatiques. La gestion des eaux de surface comprend l'entretien et l'aménagement de ces eaux. ³ Par entretien des eaux de surface, le règlement entend toute action entreprise conformément au but de la LGEaux afin : - d'assurer le maintien de la richesse structurelle de l'écosystème aquatique ; - de garantir la durabilité des ouvrages de protection ; - de maintenir le profil d'écoulement nécessaire en cas de crues. ⁴ Par aménagement des eaux de surface, le règlement entend les mesures constructives entreprises pour atteindre les buts de revitalisation et de protection contre les crues. ⁵ Par protection contre les crues, le règlement entend l'ensemble des mesures ayant pour but de protéger les personnes et les biens matériels importants contre l'action dommageable des eaux, en particulier celle causée par les inondations et par l'érosion. ⁶ Par revitalisation, le règlement entend le rétablissement, par des travaux de construction, des fonctions naturelles d'eaux superficielles endiguées, corrigées, couvertes ou mises sous terre.
Champ d'application	Art. 3 ¹ Le présent règlement s'étend à toutes les eaux de surface du territoire communal.

² La protection des eaux de surface d'un point de vue de l'aménagement du territoire est régie par le Règlement communal sur les constructions.

Compétences

Art. 4 ¹ L'application du présent règlement incombe au Conseil communal de Haute-Ajoie.

² Le Conseil communal est compétent pour toutes les décisions à caractère stratégique. Il est responsable de l'information du public dans le domaine de la gestion des eaux de surface.

³ Le Conseil communal est également compétent pour toutes les décisions à caractère opérationnel, y compris l'utilisation du budget annuel.

Maîtrise
d'ouvrage

Art. 5 ¹ Le Conseil communal exerce la maîtrise d'ouvrage des mesures liées à la gestion des eaux de surface.

² Lorsque des intérêts publics ou particuliers l'exigent, la commune peut transférer la maîtrise d'ouvrage de la gestion des eaux par convention aux tiers bénéficiaires ou à une instance cantonale ou fédérale. La répartition des rôles est fixée par convention entre les parties ou dans le cadre du plan d'entretien.

Inspection des
eaux de surface

Art. 6 ¹ Le Conseil communal procède à l'inspection des eaux de surface communales au moins une fois par an ainsi qu'après chaque phénomène météorologique important.

² Les enseignements tirés de chaque phénomène météorologique important et de l'inspection qui en résulte sont documentés de manière appropriée et transmis à l'ENV.

CHAPITRE II : ENTRETIEN DES EAUX DE SURFACE

Préambule

Art. 7 L'entretien s'opère dans le respect des objectifs écologiques fixés par la LGEaux et selon le plan d'entretien des eaux établi conformément à l'article 30 LGEaux.

Plan d'entretien
des eaux de
surface

Art. 8 ¹ Les mesures d'entretien sont définies dans le plan d'entretien des eaux de surface pour une durée de 15 ans.

a) Principes

² Les principes suivants sont à prendre en compte lors de l'établissement et de la mise en œuvre du plan d'entretien :

a) Toute action entreprise le long des eaux de surface ne doit pas avoir pour conséquence une augmentation des risques pour les

biens et les personnes. Dans la mesure du possible, ces actions contribuent à la réduction du risque.

- b) Des mesures visant à empêcher l'érosion naturelle des rives des cours d'eau ne sont admissibles que si elles sont indispensables pour assurer la protection des biens importants ou empêcher une perte disproportionnée de surface agricole utile. L'admissibilité des mesures est déterminée selon les directives de l'OFEV, intitulées « Périmètre réservé aux eaux et agriculture ».
- c) Si la rive est inscrite en surface agricole utile ou en surface d'estivage, ou qu'elle se situe à l'intérieur du périmètre d'une concession, l'entretien de celle-ci incombe à l'exploitant agricole ou au concessionnaire, sauf point d) ci-après.
- d) L'entretien des arbres de haut-jet aux abords des eaux de surface, ainsi que la lutte contre les espèces néophytes envahissantes, sont de la responsabilité de l'autorité communale.
- e) Le gabarit hydraulique des cours d'eau doit être maintenu libre et fonctionnel.

b) Contenu

Art. 9 ¹ Le plan d'entretien définit notamment les cours d'eau présentant un potentiel de dégâts en aval, les objectifs écologiques, les mesures d'entretien à mener, les tiers bénéficiaires concernés et la répartition des coûts d'entretien en fonction des priorités.

² Il peut prévoir une planification séparée par un tiers bénéficiaire pour certains cas particuliers.

c) Procédure

Art. 10 ¹ La Commune consulte les tiers bénéficiaires concernés avant de soumettre le plan d'entretien à l'ENV pour approbation.

² Le plan d'entretien est mis à jour après chaque aménagement réalisé.

Art. 11 ¹ Tant que la Commune n'a pas adopté de plan d'entretien des eaux de surface, toute intervention dans ces dernières est soumise à une autorisation délivrée par l'ENV. Cette autorisation requiert une demande préalable écrite et dûment motivée dans un avis d'intervention.

² Cette procédure est également applicable aux interventions qui ne seraient pas prévues dans le plan d'entretien.

Art. 12 Pour coordonner la mise en œuvre des mesures liées au plan d'entretien, l'autorité communale désigne un préposé à l'entretien des cours d'eau et des plans d'eau.

CHAPITRE III : AMÉNAGEMENT DES EAUX DE SURFACE

Art. 13 L'aménagement des eaux de surfaces est réalisé conformément aux directives établies par le Département de l'environnement intitulées « Projets d'aménagement des cours d'eau – Exigences, procédures et subventionnement ».

CHAPITRE IV : FINANCEMENT

Fonds de gestion
des eaux de
surface

Art. 14 ¹ La commune finance les interventions nécessaires à la gestion des eaux de surface par le biais d'un financement spécial et du budget communal.

² La taxe communale sur la gestion des eaux de surface doit couvrir au minimum les frais liés à leur entretien.

Taxe communale
pour la gestion
des eaux de
surface

Art. 15 Le financement spécial est alimenté par la taxe pour la gestion des eaux de surface.

a) notion

b) assujettissem
ent à la taxe
et calcul

Art. 16 ¹ Les propriétaires fonciers sont soumis à la taxe proportionnellement à la valeur officielle de leurs immeubles.

² Sont exemptés de la taxe :

- a) les propriétaires d'installations liées à un prélèvement des eaux de surface dont la concession stipule une obligation d'entretien du périmètre ;
- b) les immeubles sans valeur officielle (routes, chemins de fer, terrains militaires, etc.).

³ Les propriétaires d'immeubles sans valeur officielle ou les concessionnaires peuvent être amenés à participer aux frais liés à des mesures en fonction du bénéfice qu'ils en retirent. Les modalités de la participation peuvent être fixées par convention entre la commune et le propriétaire.

c) modalités de
la taxe

Art. 17 ¹ L'assemblée communale fixe le taux de la taxe lors de l'adoption du budget annuel.

² L'assemblée communale fixe le taux de manière à ce que la taxe couvre au minimum les interventions mentionnées dans le plan d'entretien.

CHAPITRE V : DISPOSITIONS PÉNALES ET FINALES

Infractions

Art. 18 ¹ Les infractions au présent règlement sont punies d'une amende de Fr. 5'000.- au plus.

² L'application d'autres dispositions pénales fédérales et cantonales demeure réservée.

Voies de droit

Art. 19 Les décisions rendues en vertu du présent règlement sont sujettes à opposition et à recours conformément aux dispositions du Code de procédure administrative. Le délai d'opposition figurera dans la décision.

Entrée en vigueur

Art. 20 Le présent règlement entre en vigueur dès son approbation par le Délégué aux affaires communales à la date fixée par le Conseil communal. Il abroge toutes dispositions de règlements contraires.

Ainsi délibéré et adopté par l'**Assemblée communale** de Haute-Ajoie, le 29 juin 2023.

Au nom de l'Assemblée communale

Le Président :

Dominique Laville



La Secrétaire

Danièle Laville



Certificat de dépôt

Le/la Secrétaire communal(e) soussigné(e) certifie que le présent règlement a été déposé publiquement au secrétariat communal durant le délai de vingt jours avant et vingt jours après l'Assemblée communale du 29 juin 2023.

Les dépôts et délais ont été publiés dans le Journal officiel.

Aucune opposition n'a été formulée pendant le délai légal.

L'Administrateur communal

Emilien Queloz



Chevenez, le 8 septembre 2023

Approuvé par le Délégué aux affaires communales le :

(Veuillez laisser blanc svp)

Approuvé
sans réserve

Delémont, le 13 SEP. 2023

Délégué aux affaires communales



**DÉLÉGUÉ AUX AFFAIRES
COMMUNALES**2, rue du 24-Septembre
CH-2800 Delémont

t +41 32 420 58 50

f +41 32 420 58 51

seccom@jura.ch

Delémont, le 13 septembre 2023/jb/3158

APPROBATION**No 3158 Commune mixte de Haute-Ajoie – Règlement sur la
gestion des eaux de surface (RGES)**

Le règlement communal susmentionné, adopté par l'Assemblée communale de Haute-Ajoie le 29 juin 2023, est approuvé par le Délégué aux affaires communales de la République et Canton du Jura.

Le Conseil communal est prié de publier l'entrée en vigueur du présent règlement dans le Journal officiel.

**Christophe Riat**

Délégué aux affaires communales



Copie : Juge administratif
 Office de l'environnement

Publications des autorités communales et bourgeoises

Les Bois

Entrée en vigueur du règlement d'organisation et d'administration

Le règlement communal susmentionné, adopté par le Corps électoral de Les Bois le 18 juin 2023, a été approuvé par le Gouvernement le 26 septembre 2023.

Réuni en séance du 9 octobre 2023, le Conseil communal a décidé de fixer son entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2024.

Le règlement ainsi que la décision d'approbation peuvent être consultés au Secrétariat communal.

Conseil communal.

Courrendlin

Assemblée d'information communale lundi 6 novembre 2023, à 19h30, à la halle de gymnastique

Ordre du jour:

1. Accueil et bienvenue
2. Présentation sur la réalisation de la phase B du projet d'extension des locaux scolaires qui sera soumis à votation populaire le 19 novembre 2023
3. Questions – Réponses.

Courrendlin, le 11 octobre 2023.

Conseil communal.

Courrendlin

Convocation du corps électoral

Les ayants droit au vote en matière communale sont convoqués aux urnes le dimanche 19 novembre 2023, afin de se prononcer sur la question suivante:

- Acceptez-vous, selon le message du Conseil communal, un crédit d'investissement de CHF 5000000.– TTC pour la réalisation de la deuxième étape du complexe scolaire, le financement par emprunt bancaire pour le solde et donner compétence au Conseil communal pour consolider le crédit?

Ouverture du bureau de vote: Dimanche 19 novembre 2023, de 10h00 à 12h00, au Bureau communal, Route de Châtillon 15, 2830 Courrendlin.

Courrendlin, octobre 2023.

Conseil communal.

Delémont

Elagage des arbres, haies vives et buissons le long des routes publiques

Conformément aux articles 58, 68 et 74 de la loi du 26 octobre 1978 sur la construction et l'entretien des routes (LCER), les arbres doivent être élagués, les haies vives et buisson taillés de façon qu'aucune branche ne pénètre dans l'espace libre. Le gabarit d'espace libre doit déborder de 50 cm les limites de la chaussée et atteindre une hauteur de 4m50 par rapport à celle-ci. Cette hauteur est ramenée à 2m50 au-dessus des trottoirs et des pistes cyclables jusqu'à la limite extérieure de ceux-ci.

Les buissons et les haies vives susceptibles d'entraver la visibilité aux abords des passages à niveau, croisements,

débouchés, ainsi qu'à l'intérieur des courbes seront taillés à une hauteur maximum de 80 cm (article 76 LCER).

Selon l'Ordonnance sur la chasse et la protection de la faune sauvage, il est interdit de déranger la faune du 1^{er} avril au 31 juillet. Des exceptions peuvent toutefois être accordées si les végétaux posent des problèmes de sécurité. Les arbres, les buissons et les haies vives ne doivent pas entraver la visibilité des éclairages publics, ils seront élagués par les propriétaires, à l'exception des lignes aériennes sur poteaux.

Les propriétaires bordiers de routes publiques sont invités à tailler leurs arbres buissons et haies vives selon l'article 24 alinéa 3, du règlement communal sur les constructions à **partir de mi-septembre jusqu'à mi-mars** conformément aux présentes directives. Restent réservées les dispositions de l'article 58, alinéa 4, de la LCER qui fixent les responsabilités en cas de dommages pour suite d'inobservation des prescriptions précitées.

Delémont, le 12 octobre 2023.

Conseil communal.

Delémont

Nivellement de tombes

Le Conseil communal de Delémont informe que les tombes suivantes, dont les répondants officiels ne sont plus connus, seront nivelées:

Conscience Cécile	Sect. 06 / 1 / 10	(1901-1967)
Conscience-Javet Germaine	Sect. 06 / 1 / 10	(1904-2002)
Conscience Gaston	Sect. 06 / 1 / 10	(1929-2003)
Nicole-Palomo Antonia	Sect. 04 / 5 / 4	(1929-1993)

Les personnes qui connaîtraient les familles des personnes décédées voudront bien les avertir ou communiquer leur adresse à la Chancellerie communale, téléphone 032 421 92 19.

Pour les renouvellements éventuels des concessions, le Conseil communal prie les intéressés de prendre également contact avec la Chancellerie communale jusqu'au 12 janvier 2024. Passé cette date, le nivellement des tombes sera effectué.

Delémont, le 10 octobre 2023.

Conseil communal.

Haute-Ajoie

Entrée en vigueur du règlement concernant la gestion des eaux de surfaces (RGES)

Le règlement communal susmentionné, adopté par l'assemblée communale de Haute-Ajoie le 29 juin 2023, a été approuvé par le Délégué aux affaires communales le 13 septembre 2023.

Réuni en séance du 3 juillet 2023, le Conseil communal a décidé de fixer son entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2024.

Le règlement ainsi que la décision d'approbation peuvent être consultés au Secrétariat communal.

Chevenez, le 16 octobre 2023.

Conseil communal.

Haute-Some

Approbation de plans et de prescriptions

La section de l'aménagement du territoire du Service du développement territorial de la République et Canton du Jura a approuvé, par décision du 9 octobre 2023, les plans suivants: